



Proche et Moyen-Orient — Analyse

Le Hamas, en panne de stratégie, contrôle une bande de Gaza détruite

Le Hamas a perdu des centaines de cadres et de militants mais contrôle toujours la bande de Gaza, du moins le réduit non occupé par Israël. Cependant, le mouvement islamiste, dont la popularité s'est effondrée dans l'enclave palestinienne, semble peiner à dessiner une stratégie.

Gwenaëlle Lenoir

25 juin 2026 à 19h58

« *#Révolution du 26 juin* » est un hashtag qui circule beaucoup sur les réseaux sociaux depuis quelques semaines, et en particulier ces jours derniers. Des Palestinien·nes, souvent jeunes, lancent des appels aux habitant·es de la bande de Gaza, leur enjoignent de manifester, de sortir au milieu des ruines et dans les rues pour protester contre les conditions de vie indignes et exiger la fin du génocide, un accès à la nourriture, à l'eau, à l'hygiène, à la santé, à l'éducation, bref : à une vie décente.

L'appel n'est pas centralisé, mais la plupart de celles et ceux qui s'expriment vivent aujourd'hui hors de la bande de Gaza. Si le message commun est « Nous n'en pouvons plus », certains visent nommément le Hamas. D'autres se focalisent sur le non-respect des termes du cessez-le-feu par Israël et l'atonie de la communauté internationale.

Ce ne serait pas la première fois que des manifestations contre les conditions de vie infernales se dérouleraient dans l'enclave palestinienne. Bedna na'ich (« nous voulons vivre », en français), mouvement informel, en organise depuis mars 2019. Lors de sa création, le Hamas gouvernait seul la bande de Gaza depuis déjà douze ans. Les griefs d'une partie de la population étaient nombreux à l'égard de la gouvernance islamiste, même si personne ne perdait de vue, dans le petit territoire, que le strict blocus israélien entravait tout développement économique.



Des combattants du Hamas lors de la libération de trois otages israéliens, dans le centre de la bande de Gaza, le 22 février 2025.
© Photo Eyad Baba / AFP

Moumen al-Natour, avocat de 30 ans membre de Bedna na'ich, aujourd'hui réfugié en Italie, décrit ainsi à *Mediapart* l'emprise du parti islamiste avant le 7- Octobre : « *Le Hamas gérait tout et contrôlait tout, notamment l'accès à l'emploi dans l'administration. Si vous postuliez, pour avoir une chance d'avoir le poste, il fallait une recommandation de l'émir de votre mosquée. Ou connaître quelqu'un au sein du Hamas. Tout était verrouillé.* »

Aujourd'hui encore, ce qui reste d'administration de la bande de Gaza est géré par le Hamas. « *La popularité du mouvement n'a probablement jamais été aussi basse dans l'enclave, mais les gens supportent son gouvernement car ils n'ont pas le choix*, décrypte un analyste gazaoui qui préfère garder l'anonymat. *Ils ont besoin de lui, pour les certificats de naissance, ceux de décès, toute leur vie, en fait.* »

Contrôle sécuritaire

Bassem Naïm, historique du Hamas, ancien ministre de la santé du gouvernement Haniyeh après les élections de 2006 remportées par le mouvement islamiste et membre de son bureau politique, assure pourtant que le parti ne demande qu'à se retirer du pouvoir.

« *À plusieurs reprises, en 2014 puis en 2017, nous avons proposé de former un gouvernement d'union nationale, mais ces tentatives ont été systématiquement sabotées par l'Autorité palestinienne de Ramallah, par les Israéliens, les*

Américains, et malheureusement les Européens, rappelle-t-il à Mediapart dans les bureaux du mouvement à Istanbul. De même, nous sommes prêts à céder la gouvernance de la bande de Gaza au comité administratif technocratique [prévu par le plan Trump en vingt points d'octobre 2025 pour gérer le territoire – ndlr], y compris pour la sécurité, les frontières, les points de passage. »

Mais le Comité national pour l'administration de Gaza (Cnag) est toujours au Caire, n'ayant pas reçu l'autorisation d'entrer dans l'enclave et de commencer sa tâche, et le Hamas contrôle une partie du territoire, celle qui n'est pas occupée par l'armée israélienne. À savoir 30 à 40 % de la petite bande côtière.

Le Hamas assure donc ne plus vouloir assumer le gouvernement. *« Car nous nous considérons fondamentalement comme un mouvement de résistance. À ce stade, nous ne sommes pas un mouvement au pouvoir, reprend Bassem Naïm. Nous pensons que l'une des plus grandes erreurs d'Oslo a été, comme on dit en arabe, de "mettre la carotte devant le cheval", c'est-à-dire de mettre en place un système politique sous l'occupation. Il faut d'abord mettre fin à l'occupation, puis tous les Palestiniens pourront se réunir et former leur propre système politique. »*

Selon lui, la participation du Hamas aux élections de 2006 visait à essayer de changer le cours des choses de l'intérieur. Mais l'échec du gouvernement d'unité nationale mis en place après sa victoire aux législatives, puis du cabinet Hamas, les deux empêchés par le refus occidental de traiter avec eux, leur a servi de leçon.

Seulement, reprend Bassem Naïm, le mouvement ne peut pas, dans la situation actuelle, laisser une béance à Gaza. Notamment sécuritaire. Aussi, le déploiement des hommes du Hamas dans les rues, dès la signature du cessez-le-feu en octobre 2025, assure-t-il, n'a d'autre but que d'empêcher le chaos, et notamment l'action des milices financées et armées par Tel-Aviv. Au nombre de cinq aujourd'hui, les groupes supplétifs règnent sur tout l'est du territoire, celui occupé par l'armée israélienne, et procèdent à des incursions, des enlèvements et des assassinats, notamment de membres du Hamas, dans la partie occidentale de la bande de Gaza.

Exécutions sommaires

« Sans les forces du Hamas, ce serait la jungle. Ces milices, et peut-être même des familles, s'affronteraient, il y aurait des vols et des viols, mais les familles et les factions politiques, en collaboration avec le Hamas, s'efforcent de maintenir la sécurité et d'y veiller », reprend le responsable du Hamas, lui-même originaire de Gaza.

Le mouvement tient à mettre de son côté ces grandes familles, fortes de milliers de membres, ossature de la société gazaouie, qu'Israël a souvent cherché à coopter et avec lesquelles la cohabitation est parfois houleuse et meurtrière. Bassem Naïm en tient la preuve, avec les actions d'un des clans les plus remuants du territoire, connu pour son implication dans la grande criminalité : *« Les Doghmoush ont tué mon fils en octobre dernier. Dès le lendemain de la signature de l'accord, ils ont tenté de semer le chaos. Nous sommes des habitants de la région où ils se trouvent, à Tal Al-Hawa. Et ils ont tenté de prendre le contrôle de la région et de tuer quiconque n'obéissait pas à leurs ordres. »*

Ce que Bassem Naïm tait, c'est la violence déployée par le Hamas après l'assassinat de son fils. *« Le Hamas a rassemblé toute la famille Doghmoush, y compris les très jeunes hommes, et a exécuté à ce moment-là environ neuf personnes de la famille sur des places publiques, en représailles au meurtre de son fils, relate l'analyste. Le Hamas les a accusés d'être des collaborateurs d'Israël. Mais nous savons que certains d'entre eux au moins ne l'étaient pas. »* Les exécutions sommaires ont été filmées et les images diffusées par le Hamas lui-même, à titre d'exemple.

Cette accusation de collaboration avec l'ennemi est facile à utiliser, car il existe effectivement des informateurs, et largement mise en œuvre au sein du mouvement islamiste. Contre toute personne s'opposant à sa politique et critiquant sa ligne. Bedna Na'ich a organisé quinze marches de protestation dans la bande de Gaza depuis le 7-October. À chaque fois, l'argument de la collaboration a été avancé pour les décrédibiliser.

« Il existe différents courants [au sein du Hamas], et la lutte pour savoir qui dirigera le mouvement fait toujours rage. »

Un analyste gazaoui

Les opposants qui, contrairement à Moumen al-Natour

et quelques autres, n'ont pas réussi à fuir le territoire, connaissent un sort funeste. *« Le Hamas lance notre nom sur une page dédiée sur les réseaux sociaux, qui s'appelle : "Un collaborateur a été arrêté". Ce qui nous met évidemment en danger »,* explique l'avocat. Il décrit une machine répressive : *« Le mouvement a monté des centres d'interrogatoire dans plusieurs hôpitaux. Ils y transfèrent les gens arrêtés, les tabassent, et puis soit les jettent dehors avec les os brisés, soit les exécutent en public. »*

« Le Hamas contrôle Gaza, mais uniquement par la force et la peur, reprend l'analyste. Mais il se trouve dans une situation impossible, objectivement parlant. Il n'y a pas de position unique au sein du Hamas à l'heure actuelle. Il existe différents courants, et la lutte pour savoir qui dirigera le mouvement fait toujours rage. »

Divergences stratégiques

Les résultats des élections de renouvellement du bureau politique et de remplacement de tous ceux qui ont été assassinés devaient être annoncés en février. En cette fin juin, ils n'ont toujours pas été proclamés. Les responsables comme Bassem Naïm attribuent ce délai aux contraintes géographiques et sécuritaires.

« Le Hamas possède trois composantes : une partie est implantée dans la bande de Gaza, une autre en Cisjordanie et une troisième dans la diaspora. Ces trois composantes élisent chacune leurs propres dirigeants et désignent une partie de la direction commune ainsi que la haute direction. Cette haute direction exprime la position définitive du Hamas, explique-t-il. En ce moment, il est difficile de prendre contact avec tout le monde, en particulier dans la bande de Gaza. Les précautions de sécurité augmentent beaucoup les délais. »

Il assure également que les divergences d'opinions et les discussions sont normales *« dans un mouvement démocratique »*.

Nombre d'observateurs assurent pourtant qu'une bataille féroce se déroule entre la ligne de Khalil al-Hayya, originaire de Gaza et dirigeant actuel du mouvement, et celle de Khaled Mechaal, qui a tenu le poste de secrétaire général. *« Beaucoup de dynamiques régionales jouent également, car les États de la région souhaitent quelqu'un avec qui ils puissent dialoguer, explique l'analyste. Or*

Khalil al-Hayya est devenu, selon l'évaluation de nombreux gouvernements, quelqu'un avec qui il est difficile de traiter. Son nom est trop étroitement associé aux trois dernières années. Khaled Mechaal, lui, n'était pas au pouvoir. Il est davantage perçu comme une figure politique capable, peut-être, de repenser et de redéfinir l'image du Hamas. »

Les responsables du Hamas défendent toujours le 7-October.

Car le projet du mouvement semble s'être arrêté avec le 7-October, que les responsables défendent toujours. Bassem Naïm tient la ligne. Le 7-October n'a pas été une erreur, ni moralement ni stratégiquement. *« Je pense que c'était la bonne décision au bon moment »,* affirme-t-il à *Mediapart*.

Il décrit l'opération qui a conduit à des massacres et à des prises d'otages de civils israéliens et étrangers comme un acte de légitime défense. Il cite le plan Smotrich de 2017 visant à supprimer le mouvement national palestinien et toute possibilité d'État en annexant l'ensemble des territoires palestiniens et affirme qu'il était en marche. Il rappelle le blocus et la tentation d'États arabes de rejoindre les accords d'Abraham.

Pas un mot sur les plus de 70 000 personnes mortes dans la guerre génocidaire, les centaines de milliers de blessés, parfois handicapés à vie, mais une certitude d'avoir réussi à casser l'image d'Israël et le soutien à l'État hébreu dans le monde entier.

L'analyste gazaoui ose, sous le sceau du secret : *« En fait, je pense qu'à Gaza, le Hamas oscille entre deux états d'esprit. La survie, au sens politique et concret, mais aussi une tendance au suicide. Si vous regardez les dirigeants du Hamas qui ont été assassinés récemment, vous remarquerez que beaucoup ont été tués avec leurs familles. Ce qui signifie qu'ils sont sortis de leur cachette et qu'ils sont restés avec leurs familles, sans se cacher. Pour moi, cela indique que certains ont pris conscience qu'il n'y a pas d'issue. Car où pourraient-ils bien aller ? Ils n'ont nulle part où aller, si ce n'est vers la mort. »*

Gwenaëlle Lenoir

Boîte noire

Mediapart a mené un entretien avec Bassem Naïm le 8 juin

à Istanbul. Membre du bureau politique du Hamas, Bassem Naïm est sous le coup de sanctions états-uniennes.

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Carine Fouteau